# L’avenir du commerce extérieur suisse et l’agriculture

**Les accords de libre-échange (ALE) sont essentiels pour l’économie suisse. Aussi la pression croissante sur la protection des produits agricoles à la frontière représente-t-elle un défi pour notre pays.**

### Pourquoi le libre-échange est-il si important pour la Suisse ?

→ La Suisse doit composer avec un marché intérieur relativement petit. Pour pouvoir assurer la croissance et donc la prospérité, l’accès à d’autres marchés est vital pour nos entreprises et, par ricochet, pour les emplois dans notre pays.

→ C’est pourquoi la Suisse recherche des solutions au sein de l’Organisation mondiale du commerce (OMC). Or, depuis quelques années, les négociations qui y sont menées sur l’accès aux marchés ne progressent plus guère, raison pour laquelle les ALE conclus avec des pays ou espaces économiques donnés gagnent en importance. Ces accords contribuent principalement à améliorer l’accès aux marchés et à procurer aux entreprises suisses une sécurité juridique accrue à l’étranger ; ils permettent en outre d’éviter les discriminations par rapport aux concurrents.

→ Le commerce et la concurrence internationale stimulent la productivité et l’innovation. La compétitivité s’en trouve améliorée, ce qui renforce la place économique suisse.

→ Les échanges commerciaux en général et le commerce préférentiel en particulier sont pour beaucoup dans la prospérité de la Suisse. Ils alimentent la croissance et le développement économique et, ce faisant, soutiennent la formation, la recherche, les infrastructures et le système social.

**Les accords de libre-échange (ALE) en chiffres**

Nombre d’ALE (hors UE et AELE) : **28**
Partenaires de libre-échange (hors UE et AELE) : 38

Les ALE permettent de toucher **2,2 milliards de consommateurs** et représentent un PIB de **25 000 milliards** de dollars.

**23 %** des exportations suisses sont destinées aux partenaires de libre-échange.

- Les ALE modernes vont au-delà de la libéralisation du commerce des marchandises ; ils couvrent d'autres aspects primordiaux, comme le commerce des services ou la protection de la propriété intellectuelle. Le développement durable constitue également un élément clé des ALE conclus par la Suisse.
- La protection de la propriété intellectuelle est favorable à la Suisse en tant que pôle d'innovation et joue un rôle important pour l'économie d'exportation suisse, qui mise beaucoup sur l'innovation. Les ALE comportent des règles transparentes et applicables.
- Les ALE n'entraînent pas une ouverture totale des frontières aux échanges économiques. Chacun d'eux est le fruit d'une négociation fondée sur des concessions réciproques et apporte un avantage économique aux deux parties.

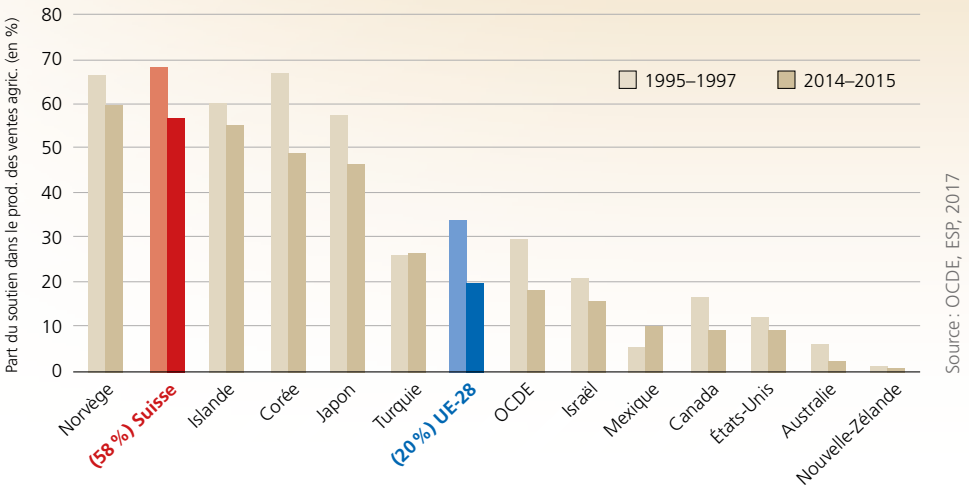
**Quels sont les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui ?**

- Par le passé, la Suisse a surtout conclu des ALE avec des partenaires dont les principaux intérêts en matière d'exportation concernaient les produits industriels. Elle est parvenue à exclure du champ d'application de ces accords la plupart des produits agricoles cultivés sur son territoire et à maintenir un niveau élevé de protection à la frontière.
- Le volume des contingents actuels dans le cadre de l'OMC est resté intact, et les droits de douane hors contingent ont continué de s'appliquer aux partenaires de libre-échange.
- Aujourd'hui, de grands exportateurs agricoles comptent parmi les partenaires de négociation de la Suisse. Or celle-ci, contrairement à nombre d'autres pays, n'a pas étendu sa marge de manœuvre dans le domaine agricole. Il lui est donc de plus en plus difficile de conclure des ALE avec des partenaires comme le Mercosur, caractérisés par des intérêts offensifs notables en matière agricole.
- Ces partenaires de négociation relient leurs intérêts offensifs en matière agricole avec des concessions dans d'autres volets importants pour la Suisse. Ainsi, pour obtenir de bonnes conditions pour l'exportation de ses produits industriels, notre pays se voit obligé d'accorder un traitement préférentiel aux produits agricoles des partenaires.
- La Suisse risque d'être désavantagée face à ses principaux concurrents, plus enclins aux concessions dans le dossier agricole.

## L'ouverture des marchés crée aussi des débouchés pour l'agriculture

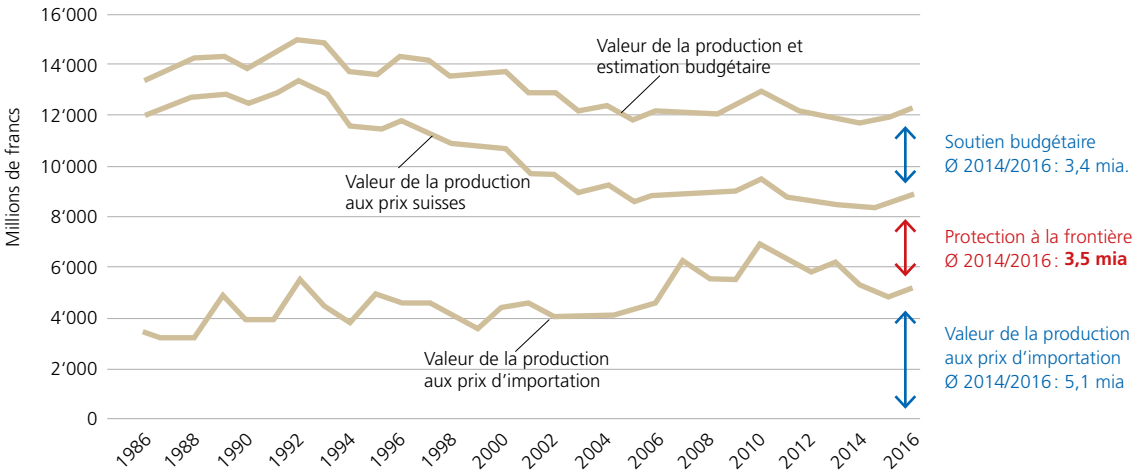
**Économie fromagère : la Suisse forcée d'agir**
Près de 40 % de la production suisse de fromage est exportée, principalement (env. 80 %) dans l'UE. Sans ce débouché, l'économie laitière helvétique, dont les exportations atteignent 300 à 400 millions de kilos et l'excédent d'exportations avoisine 100 millions de kilos, devrait trouver un nouvel équilibre à moyen terme. Depuis la signature de l'ALE avec la Chine, préserver l'accès préférentiel du fromage aux marchés s'est révélé extrêmement compliqué. Dans le même temps, l'UE a pu obtenir de meilleures concessions que la Suisse dans ses ALE avec la Corée du Sud et le Canada ; dans les négociations actuelles, par exemple avec l'Indonésie, les Philippines ou le Mercosur, l'UE fait pression pour obtenir des concessions généreuses pour le fromage.

## Soutien étatique à l'agriculture en comparaison internationale



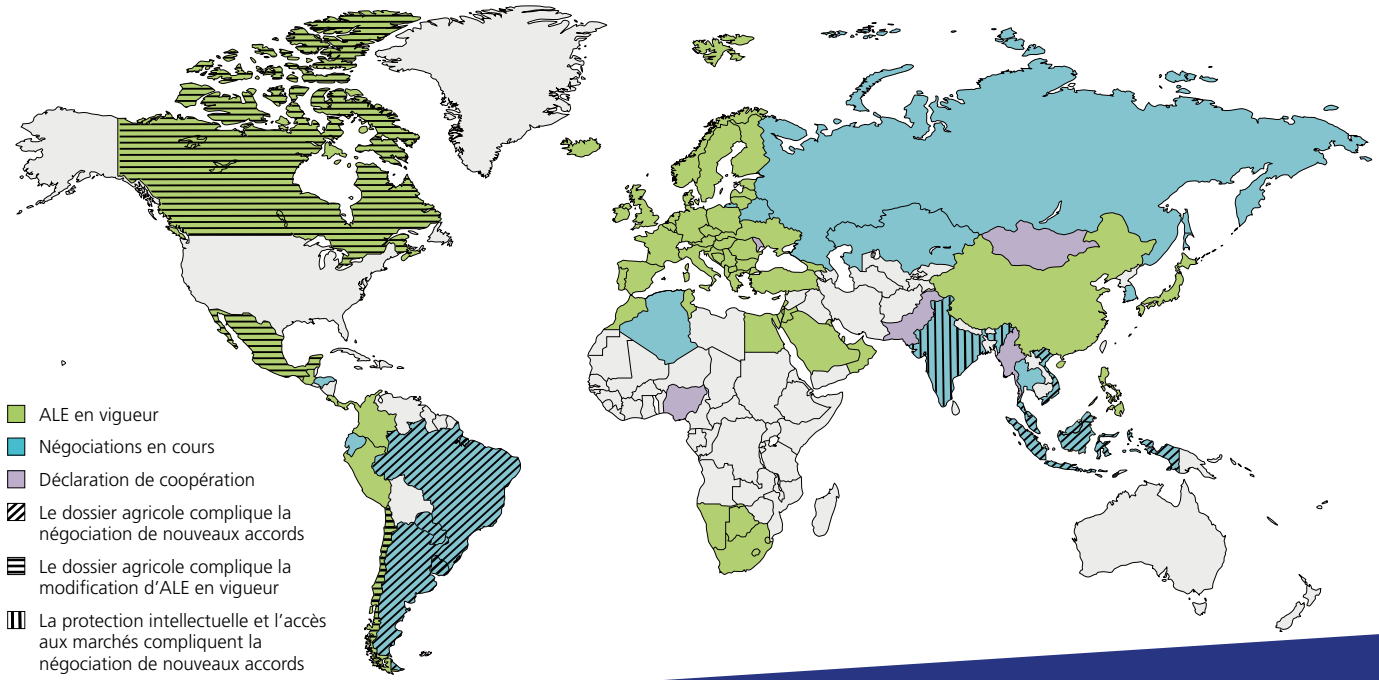

Source : OCDE, ESP, 2017

## Protection élevée à la frontière suisse




Source : OCDE, ESP, 2017

## Réseau d'ALE de la Suisse



## L'importance du Mercosur pour la Suisse

Le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay), qui totalise 260 millions d'habitants, représente un marché intéressant pour l'industrie suisse d'exportation, d'autant qu'il recèle un fort potentiel de croissance. En 2016, les exportations suisses de marchandises à destination des pays du Mercosur ont atteint 2,8 milliards de francs et les importations de marchandises, 720 millions de francs (chiffres excluant l'or). En comparaison, les exportations vers la Turquie se sont élevées, la même année, à 1,7 milliard de francs et celles vers l'Inde, à 1,6 milliard de francs.

## Les raisons de l'intérêt de la Suisse pour le Mercosur

1. **Fort potentiel de croissance :** le Mercosur, où la classe moyenne se développe rapidement, représente, du fait de sa taille, un débouché intéressant pour les exportateurs suisses.
2. **Meilleur accès aux marchés :** un ALE ouvrirait aux exportateurs helvétiques le vaste, mais très protégé marché du Mercosur. Les droits de douane prélevés sur les exportations suisses se montent en moyenne à 7 % et peuvent atteindre jusqu'à 35 % dans certains cas. Un ALE permettrait à l'économie suisse d'économiser chaque année jusqu'à 206 millions de francs sur les droits de douane. En outre, un tel accord simplifierait l'accès aux marchés pour les prestataires de services suisses, étendrait la protection de la propriété intellectuelle et ouvrirait de nouveaux débouchés dans le domaine des marchés publics. Enfin, un ALE permettrait aux acteurs économiques de mieux planifier leurs activités et renforce la sécurité du droit.
3. **Prévention de la discrimination :** l'UE et le Mercosur sont sur le point de finaliser leurs négociations de libre-échange. Dès l'aboutissement de ces négociations, les entreprises de l'UE bénéficieront d'un avantage concurrentiel notable. La Suisse peut éviter la discrimination de ses entreprises en concluant elle aussi un ALE avec le Mercosur.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR